

Fourniture des données de déficit et de dette pour 2007

Déficit public de la zone euro et de l'UE27 respectivement de 0,6% et 0,9% du PIB

Dette publique à 66,3% et 58,7%

Le déficit public¹ s'est réduit, en valeur absolue, en 2007 par rapport à 2006, tant dans la **zone euro**² (ZE15) que dans l'**UE27**, tandis que la dette publique¹ a augmenté. Dans la **zone euro**, le déficit public a baissé de 1,3% du PIB en 2006 à 0,6% en 2007³, et dans l'**UE27** de 1,4% à 0,9%. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB a diminué dans la **zone euro**, de 68,4% à la fin de 2006 à 66,3% à la fin de 2007, et dans l'**UE27**, de 61,2% à 58,7%.

		2004	2005	2006	2007
Zone euro (ZE15)					
PIB prix du marché (pm)	(million euro)	7 822 579	8 107 071	8 494 452	8 903 107
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-226 175	-202 370	-111 487	-54 959
	% du PIB	-2,9	-2,5	-1,3	-0,6
Dépenses publiques	% du PIB	47,5	47,4	46,8	46,3
Recettes publiques	% du PIB	44,6	44,9	45,4	45,6
Dette publique	(million euro)	5 441 389	5 690 586	5 815 427	5 911 462
	% du PIB	69,5	70,1	68,4	66,3
UE27					
PIB pm	(million euro)	10 613 788	11 066 425	11 673 923	12 333 194
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-301 767	-271 223	-167 750	-109 474
	% du PIB	-2,8	-2,5	-1,4	-0,9
Dépenses publiques	% du PIB	46,7	46,9	46,3	45,8
Recettes publiques	% du PIB	43,9	44,4	44,9	44,9
Dette publique	(million euro)	6 589 624	6 929 263	7 151 307	7 240 784
	% du PIB	62,0	62,6	61,2	58,7

En 2007, les déficits publics les plus élevés, par rapport au PIB, ont été observés en **Hongrie** (-5,5%), au **Royaume-Uni** (-2,9%), en **Grèce** (-2,8%), en **France** (-2,7%) et au **Portugal** (-2,6%). Onze États membres ont enregistré un excédent de leur solde public en 2007: la **Finlande** (+5,3%), le **Danemark** (+4,4%), la **Suède** (+3,5%), la **Bulgarie** (+3,4%), **Chypre** (+3,3%), le **Luxembourg** (+2,9%), l'**Estonie** (+2,8%), l'**Espagne** (+2,2%), les **Pays-Bas** (+0,4%), l'**Irlande** (+0,3%) et l'**Allemagne** (0,0%). Au total, dix-sept États membres ont enregistré, en 2007 par rapport à 2006, une amélioration de leur solde public exprimé en pourcentage du PIB et dix une détérioration.

A la fin de 2007, les plus bas niveaux de dette publique par rapport au PIB ont été relevés en **Estonie** (3,4%), au **Luxembourg** (6,8%), en **Lettonie** (9,7%) et en **Roumanie** (13,0%). Huit États membres ont affiché un ratio de dette publique supérieur à 60% du PIB en 2007: l'**Italie** (104,0%), la **Grèce** (94,5%), la **Belgique** (84,9%), la **Hongrie** (66,0%), l'**Allemagne** (65,0%), la **France** (64,2%), le **Portugal** (63,6%) et **Malte** (62,6%).

En 2007, les dépenses publiques⁴ dans la **zone euro** ont représenté 46,3% du PIB et les recettes publiques⁴ 45,6%. Dans l'**UE27**, elles ont été respectivement de 45,8% et 44,9%. Dans les deux zones, entre 2006 et 2007, le ratio des dépenses publiques par rapport au PIB a baissé, tandis que le ratio des recettes publiques a légèrement augmenté dans la **zone euro** et est resté stable dans l'**UE27**.

Réerves sur les données déclarées⁵

Grèce: Eurostat est en train de clarifier en étroite coopération avec les autorités statistiques grecques certaines questions relatives à l'enregistrement des subventions de l'UE en 2006 et 2007, à l'existence d'un écart statistique substantiel de 0,6% du PIB en 2007 et à la couverture insuffisante des données de base en vue de la première estimation du solde budgétaire en 2007 pour ce qui concerne les unités extra-budgétaires ainsi que les administrations locales et la sécurité sociale.

Modifications par Eurostat des données déclarées⁶

Royaume-Uni: Eurostat a modifié les données du déficit notifiées par le Royaume-Uni pour les années 2004 à 2007 afin qu'elles soient cohérentes avec l'enregistrement des recettes sur octroi de licences UMTS. Ceci aboutit à un accroissement des déficits publics de 1 044 millions de GBP (0,1% du PIB) pour 2004, 2005 et 2007 (ainsi que pour les exercices budgétaires 2004/2005 et 2005/2006), et de 1 045 millions de GBP (0,1% du PIB) pour 2006 (ainsi que pour les exercices budgétaires 2003/2004 et 2006/2007). Les chiffres de la dette sont inchangés.

Autres points

Eurostat est en train de clarifier le traitement comptable des flux et de la dette relatifs aux investissements publics d'infrastructure, ainsi que le classement sectoriel des unités publiques concernées.

Les événements récents sur les marchés financiers, ainsi que les interventions des gouvernements visant à soutenir directement ou indirectement les institutions financières touchées, ont soulevé un certain nombre de questions de comptabilité nationale qui seront abordées dans les prochaines semaines avec les Etats membres concernés.

Informations générales

Dans le présent communiqué de presse, **Eurostat, l'Office statistique des Communautés européennes**, fournit⁷ les données relatives au déficit et à la dette des administrations publiques, basées sur les chiffres déclarés par les États membres dans le cadre de la **première notification de 2008** pour les années 2004 à 2007 en vue de l'application de la procédure concernant les déficits excessifs. Cette notification est fondée sur le système de comptabilité nationale SEC 95. Le présent communiqué de presse inclut également des données sur les dépenses et recettes des administrations publiques, ainsi qu'une annexe présentant les principales révisions depuis le communiqué de presse d'octobre 2007.

Eurostat publiera également, dans la section consacrée aux statistiques financières des administrations publiques de son site internet, des informations sur les comptes publics sous-jacents ainsi que sur la contribution du déficit/excédent et autres facteurs pertinents à la variation du niveau de la dette (ajustement flux-stocks):

http://epp.eurostat.cec.eu.int/pls/portal/url/page/PGP_DS_GFS/PGE_DS_GFS_0

1. Selon le Protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs annexé au Traité de la CE, le déficit (respectivement l'excédent) public est défini comme le besoin (respectivement la capacité) de financement de l'ensemble du secteur des administrations publiques (administration centrale, administrations d'Etats fédérés, administrations locales, et administrations de sécurité sociale). Il est calculé selon les concepts de la comptabilité nationale (Système Européen de Comptes, SEC95). La dette publique est la dette brute consolidée de l'ensemble du secteur des administrations publiques en fin d'année (en valeur nominale).
 - Tableau des agrégats de la zone euro et de l'UE27: les données sont exprimées en euros. Pour les pays n'appartenant pas à la zone euro, les taux de conversion en euro sont les suivants:
 - pour le déficit/excédent public et le PIB: taux de change annuel moyen,
 - pour l'encours de la dette publique: taux de change en fin d'année.
 - Tableau des données nationales: celles-ci sont exprimées en monnaies nationales. Pour Chypre et Malte, les données pour les années antérieures à 2008 ont été converties en euro en utilisant le taux de change irrévocable.
2. Zone euro (ZE15): Belgique, Allemagne, Grèce, Espagne, France, Irlande, Italie, Chypre, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Slovaquie et Finlande. Dans le tableau correspondant, la zone euro inclut Chypre et Malte sur l'ensemble de la période, bien que Chypre et Malte aient rejoint la zone euro le 1^{er} janvier 2008.
3. Dans la précédente notification, les déficits publics pour la ZE13 et l'UE27 en 2006 étaient respectivement de 1,5% et 1,6% du PIB. La dette publique était de 68,6% du PIB dans la ZE13 et de 61,4% du PIB dans l'UE27. Voir le communiqué de presse 142/2007 du 22 octobre 2007.
4. Les dépenses et les recettes publiques sont transmises à Eurostat dans le cadre du programme de transmission décrit dans le SEC95. Elles sont les sommes d'opérations non financières des administrations publiques. Elles incluent à la fois les opérations courantes et les opérations en capital. Pour les définitions, voir le règlement du Conseil 2223/96 tel que modifié. Il faut noter que le solde des finances publiques (c'est à dire la différence entre les recettes publiques totales et les dépenses) n'est pas exactement le même selon le SEC95 et celui calculé aux fins de la procédure concernant les déficits excessifs. Le règlement (CE) 2558/2001 sur le reclassement des paiements dans le cadre d'accords de swaps et de contrats de garantie de taux, implique la coexistence de deux définitions pertinentes du déficit/excédent public:
 - La définition du SEC95 sur la capacité/besoin de financement n'inclut pas les flux de paiements et de recettes résultant des accords de swaps et des contrats de garantie de taux, car ils sont enregistrés comme opérations financières.

- Dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, les flux de paiements et de recettes résultant des accords de swaps et des contrats de garantie de taux sont enregistrés comme des intérêts et contribuent à la capacité/besoin de financement des administrations publiques.
- Pour 2007, dans la plupart des États membres, la différence entre les deux soldes, quand elle existe, est mineure excepté en **Grèce** (+0,28%) et en **Autriche** (+0,13%). Ces différences améliorent la capacité/besoin net de financement de ces États membres dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs.
5. Le terme de "réserves" est défini dans l'article 8h(1) du règlement du Conseil 3605/93, tel que modifié: la Commission (Eurostat) exprime des "réserves" quand elle a des doutes sur la qualité des données déclarées.
 6. Conformément à l'article 8h(2) du règlement du Conseil 3605/93 tel que modifié, la Commission (Eurostat) peut modifier les données déclarées par les États membres et fournit des données modifiées ainsi qu'une justification de cette modification lorsqu'il est évident que les données déclarées par les États membres ne sont pas conformes aux exigences de qualité (conformité aux règles comptables, exhaustivité, fiabilité, fraîcheur et cohérence des données statistiques).
 7. Conformément à l'article 8g(1) du règlement du Conseil 3605/93, Eurostat fournit, dans les trois semaines qui suivent la date d'échéance des déclarations, les données de déficit et de dette en vue de l'application de la procédure sur les déficits excessifs. La fourniture des données doit faire l'objet d'une publication.

*Pour plus d'informations sur la méthodologie des statistiques déclarées dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, voir le règlement du Conseil 3605/93 (une version consolidée est disponible à: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/consleg/1993/R/01993R3605-20051223-fr.pdf>), le règlement du Conseil 2223/96, tel que modifié (une version consolidée est disponible à: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/consleg/1996/R/01996R2223-20030807-fr.pdf>) et la publication d'Eurostat "**Manuel SEC95 pour le déficit public et la dette publique**", deuxième édition (2002), 240 pages, ISBN 92-894-3232-2, version PDF gratuite, version papier prix 37 euros (TVA exclue). Des ajouts à cette publication concernant la titrisation, les apports de capitaux, le classement des régimes de pension avec constitution de réserves, les versements d'une somme forfaitaire dans le cadre du transfert d'obligations de pension, et les contrats à long terme entre des unités publiques et des partenaires privés sont disponibles sur le site internet d'Eurostat dans la section dédiée aux statistiques de finances publiques.*

Publié par :
Service de presse Eurostat

Tim ALLEN
Tél: +352-4301-33 444
eurostat-pressoffice@ec.europa.eu

Communiqués de presse sur Internet:
<http://ec.europa.eu/eurostat>

Une sélection des principaux indicateurs économiques européens:
<http://ec.europa.eu/eurostat/euroindicators>

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2004	2005	2006	2007
Belgique					
PIB pm	(millions euro)	289 690	301 966	316 622	330 470
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	39	-6901	1096	-574
	% du PIB	0,0	-2,3	0,3	-0,2
Dépenses publiques	% du PIB	49,2	51,8	48,5	48,9
Recettes publiques	% du PIB	49,1	49,4	48,8	48,7
Dette publique	(millions euro)	272 894	278 170	279 279	280 507
	% du PIB	94,2	92,1	88,2	84,9
Bulgarie					
PIB pm	(millions BGN)	38 822,6	42 797,4	49 361,0	56 519,8
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions BGN)	557,9	772,0	1 478,0	1 919,1
	% du PIB	1,4	1,8	3,0	3,4
Dépenses publiques	% du PIB	39,7	39,2	36,4	37,8
Recettes publiques	% du PIB	41,2	41,0	39,4	41,2
Dette publique	(millions BGN)	14 720,4	12 498,0	11 189,2	10 281,7
	% du PIB	37,9	29,2	22,7	18,2
République tchèque					
PIB pm	(millions CZK)	2 814 762	2 987 722	3 231 576	3 557 653
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions CZK)	-83 278	-106 749	-85 902	-56 070
	% du PIB	-3,0	-3,6	-2,7	-1,6
Dépenses publiques	% du PIB	45,1	44,9	43,6	42,4
Recettes publiques	% du PIB	42,2	41,4	41,0	40,8
Dette publique	(millions CZK)	855 102	888 579	951 474	1 019 418
	% du PIB	30,4	29,7	29,4	28,7
Danemark					
PIB pm	(millions DKK)	1 466 200	1 548 200	1 641 500	1 695 500
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions DKK)	27 200	77 400	79 300	74 600
	% du PIB	1,9	5,0	4,8	4,4
Dépenses publiques	% du PIB	54,6	52,7	51,2	50,6
Recettes publiques	% du PIB	56,4	57,7	56,1	55,1
Dette publique	(millions DKK)	641 900	563 100	498 400	440 900
	% du PIB	43,8	36,4	30,4	26,0
Allemagne					
PIB pm	(millions euro)	2 211 200	2 244 600	2 322 200	2 423 800
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-83 550	-75 350	-36 960	440
	% du PIB	-3,8	-3,4	-1,6	0,0
Dépenses publiques	% du PIB	47,1	46,9	45,4	43,9
Recettes publiques	% du PIB	43,3	43,5	43,8	43,9
Dette publique	(millions euro)	1 451 108	1 521 496	1 569 037	1 576 305
	% du PIB	65,6	67,8	67,6	65,0
Estonie					
PIB pm	(millions EEK)	149 923	175 392	207 061	243 252
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions EEK)	2 333	3 075	6 941	6 866
	% du PIB	1,6	1,8	3,4	2,8
Dépenses publiques	% du PIB	34,1	33,5	33,0	33,7
Recettes publiques	% du PIB	35,9	35,4	36,6	36,9
Dette publique	(millions EEK)	7 719	7 938	8 787	8 302
	% du PIB	5,1	4,5	4,2	3,4
Irlande					
PIB pm	(millions euro)	148 502	161 498	174 705	185 788
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	2 053	2 637	5 213	554
	% du PIB	1,4	1,6	3,0	0,3
Dépenses publiques	% du PIB	33,9	33,8	34,2	36,4
Recettes publiques	% du PIB	35,3	35,5	37,2	36,7
Dette publique	(millions euro)	43 857	44 228	43 783	47 199
	% du PIB	29,5	27,4	25,1	25,4

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2004	2005	2006	2007
Grèce					
PIB pm	(million euro)	185 225	198 609	213 985	228 949
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-13 672	-10 204	-5 646	-6 514
	% of GDP	-7,4	-5,1	-2,6	-2,8
Dépenses publiques	% of GDP	45,4	43,1	42,3	43,3
Recettes publiques	% of GDP	38,1	37,8	39,4	40,2
Dette publique	(million euro)	182 702	194 666	204 018	216 362
	% of GDP	98,6	98,0	95,3	94,5
Espagne					
PIB pm	(million euro)	841 042	908 450	980 954	1 049 848
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-2 862	8 759	17 538	23 139
	% of GDP	-0,3	1,0	1,8	2,2
Dépenses publiques	% of GDP	38,9	38,5	38,6	38,8
Recettes publiques	% of GDP	38,5	39,4	40,4	41,0
Dette publique	(million euro)	388 374	390 948	389 193	379 742
	% of GDP	46,2	43,0	39,7	36,2
France					
PIB pm	(million euro)	1 660 189	1 726 121	1 807 462	1 883 643
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-59 576	-50 368	-42 570	-50 301
	% of GDP	-3,6	-2,9	-2,4	-2,7
Dépenses publiques	% of GDP	53,2	53,4	52,7	52,6
Recettes publiques	% of GDP	49,6	50,4	50,3	49,9
Dette publique	(million euro)	1 076 932	1 145 354	1 149 928	1 209 497
	% of GDP	64,9	66,4	63,6	64,2
Italie					
PIB pm	(million euro)	1 391 530	1 428 375	1 479 981	1 535 540
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-48 312	-60 428	-49 634	-29 179
	% of GDP	-3,5	-4,2	-3,4	-1,9
Dépenses publiques	% of GDP	47,7	48,2	48,8	48,5
Recettes publiques	% of GDP	44,2	43,8	45,4	46,6
Dette publique	(million euro)	1 444 604	1 511 554	1 575 636	1 596 762
	% of GDP	103,8	105,8	106,5	104,0
Chypre					
PIB pm	(million euro)	12 654	13 462	14 394	15 490
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-516	-326	-173	506
	% of GDP	-4,1	-2,4	-1,2	3,3
Dépenses publiques	% of GDP	42,8	43,6	43,6	43,9
Recettes publiques	% of GDP	38,7	41,2	42,4	47,2
Dette publique	(million euro)	8 883	9 300	9 331	9 262
	% of GDP	70,2	69,1	64,8	59,8
Lettonie					
PIB pm	(million LVL)	7 435	9 059	11 172	13 957
Déficit public (-) / excédent (+)	(million LVL)	-77	-32	-24	-6
	% of GDP	-1,0	-0,4	-0,2	0,0
Dépenses publiques	% of GDP	35,8	35,6	37,9	38,0
Recettes publiques	% of GDP	34,7	35,2	37,7	38,0
Dette publique	(million LVL)	1 110	1 122	1 191	1 356
	% of GDP	14,9	12,4	10,7	9,7
Lituanie					
PIB pm	(million LTL)	62 587	71 380	81 905	96 740
Déficit public (-) / excédent (+)	(million LTL)	-964	-362	-373	-1 192
	% of GDP	-1,5	-0,5	-0,5	-1,2
Dépenses publiques	% of GDP	33,4	33,6	33,9	35,6
Recettes publiques	% of GDP	31,8	33,1	33,4	34,3
Dette publique	(million LTL)	12 155	13 276	14 939	16 698
	% of GDP	19,4	18,6	18,2	17,3

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2004	2005	2006	2007
Luxembourg					
PIB pm	(million euro)	27 439	30 032	33 853	36 608
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-338	-34	439	1 072
	% of GDP	-1,2	-0,1	1,3	2,9
Dépenses publiques	% of GDP	42,6	41,8	38,6	37,5
Recettes publiques	% of GDP	41,4	41,7	39,9	40,5
Dette publique	(million euro)	1 742	1 830	2 220	2 493
	% of GDP	6,3	6,1	6,6	6,8
Hongrie					
PIB pm	(million HUF)	20 717 110	22 055 093	23 757 230	25 373 909
Déficit public (-) / excédent (+)	(million HUF)	-1 336 355	-1 715 713	-2 191 508	-1 394 283
	% of GDP	-6,5	-7,8	-9,2	-5,5
Dépenses publiques	% of GDP	48,9	49,9	51,9	50,1
Recettes publiques	% of GDP	42,4	42,1	42,6	44,6
Dette publique	(million HUF)	12 296 209	13 582 512	15 592 502	16 735 489
	% of GDP	59,4	61,6	65,6	66,0
Malte					
PIB pm	(million euro)	4 475	4 763	5 067	5 377
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-208	-141	-129	-96
	% of GDP	-4,6	-3,0	-2,6	-1,8
Dépenses publiques	% of GDP	45,8	45,0	43,9	42,5
Recettes publiques	% of GDP	41,1	42,1	41,3	40,7
Dette publique	(million euro)	3 249	3 355	3 253	3 368
	% of GDP	72,6	70,4	64,2	62,6
Pays-Bas					
PIB pm	(million euro)	491 184	508 964	534 324	559 537
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-8 584	-1 389	2 731	2 221
	% of GDP	-1,7	-0,3	0,5	0,4
Dépenses publiques	% of GDP	46,1	45,2	46,1	45,9
Recettes publiques	% of GDP	44,3	44,9	46,6	46,3
Dette publique	(million euro)	257 604	266 221	255 831	253 818
	% of GDP	52,4	52,3	47,9	45,4
Autriche					
PIB pm	(million euro)	236 149	245 330	257 897	272 766
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-8 825	-3 614	-3 858	-1 459
	% of GDP	-3,7	-1,5	-1,5	-0,5
Dépenses publiques	% of GDP	52,6	49,7	49,2	48,2
Recettes publiques	% of GDP	48,8	48,1	47,6	47,5
Dette publique	(million euro)	150 771	155 670	159 457	161 328
	% of GDP	63,8	63,5	61,8	59,1
Pologne					
PIB pm	(million PLN)	924 538	983 302	1 060 194	1 166 721
Déficit public (-) / excédent (+)	(million PLN)	-52 685	-42 519	-40 163	-23 697
	% of GDP	-5,7	-4,3	-3,8	-2,0
Dépenses publiques	% of GDP	42,6	43,3	43,8	42,4
Recettes publiques	% of GDP	36,9	39,0	40,0	40,4
Dette publique	(million PLN)	422 386	462 742	505 149	527 520
	% of GDP	45,7	47,1	47,6	45,2
Portugal					
PIB pm	(million euro)	144 128	149 124	155 278	162 919
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-4 844	-9 096	-6 030	-4 257
	% of GDP	-3,4	-6,1	-3,9	-2,6
Dépenses publiques	% of GDP	46,5	47,6	46,3	45,8
Recettes publiques	% of GDP	43,1	41,6	42,4	43,1
Dette publique	(million euro)	84 033	94 792	100 522	103 552
	% of GDP	58,3	63,6	64,7	63,6

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2004	2005	2006	2007
Roumanie					
PIB pm	(millions RON)	246 469	288 176	344 536	404 709
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions RON)	-3 015	-3 544	-7 646	-9 993
	% du PIB	-1,2	-1,2	-2,2	-2,5
Dépenses publiques	% du PIB	33,6	33,5	35,3	36,9
Recettes publiques	% du PIB	32,4	32,3	33,1	34,4
Dette publique	(millions RON)	46 357	45 626	42 583	52 411
	% du PIB	18,8	15,8	12,4	13,0
Slovénie					
PIB pm	(millions euro)	26 677	28 243	30 448	33 542
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-601	-412	-377	-24
	% du PIB	-2,3	-1,5	-1,2	-0,1
Dépenses publiques	% du PIB	46,5	46,0	45,3	43,3
Recettes publiques	% du PIB	44,2	44,5	44,1	43,2
Dette publique	(millions euro)	7 356	7 755	8 289	8 071
	% du PIB	27,6	27,5	27,2	24,1
Slovaquie					
PIB pm	(millions SKK)	1 361 683	1 485 301	1 659 573	1 851 787
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions SKK)	-32 129	-41 628	-59 944	-40 023
	% du PIB	-2,4	-2,8	-3,6	-2,2
Dépenses publiques	% du PIB	37,8	38,1	37,2	36,9
Recettes publiques	% du PIB	35,4	35,3	33,5	34,7
Dette publique	(millions SKK)	564 151	507 525	505 199	543 851
	% du PIB	41,4	34,2	30,4	29,4
Finlande					
PIB pm	(millions euro)	152 345	157 335	167 041	178 759
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	3 625	4 501	6 875	9 511
	% du PIB	2,4	2,9	4,1	5,3
Dépenses publiques	% du PIB	50,2	50,4	48,9	47,5
Recettes publiques	% du PIB	52,4	53,1	52,9	52,7
Dette publique	(millions euro)	67 242	65 053	65 536	63 196
	% du PIB	44,1	41,3	39,2	35,4
Suède					
PIB pm	(millions SEK)	2 624 964	2 735 218	2 899 653	3 073 832
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions SEK)	20 562	60 812	66 961	106 086
	% du PIB	0,8	2,2	2,3	3,5
Dépenses publiques	% du PIB	55,6	55,2	54,3	52,6
Recettes publiques	% du PIB	56,1	57,2	56,5	56,0
Dette publique	(millions SEK)	1 344 621	1 392 833	1 331 062	1 246 670
	% du PIB	51,2	50,9	45,9	40,6
Royaume-Uni*					
PIB pm	(millions GBP)	1 206 659	1 257 112	1 329 029	1 412 565
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions GBP)	-41 015	-43 150	-33 933	-40 410
	% du PIB	-3,4	-3,4	-2,6	-2,9
Dépenses publiques	% du PIB	42,6	44,0	43,9	43,7
Recettes publiques	% du PIB	39,2	40,7	41,4	40,9
Dette publique	(millions GBP)	487 860	529 367	573 339	618 824
	% du PIB	40,4	42,1	43,1	43,8
<i>année budgétaire (ab)</i>					
<i>PIB pm ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>1 157 557</i>	<i>1 218 260</i>	<i>1 273 237</i>	<i>1 350 992</i>
<i>Déficit public (-) / excédent (+) ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>-37 415</i>	<i>-42 671</i>	<i>-39 295</i>	<i>-35 030</i>
	% du PIB	-3,2	-3,5	-3,1	-2,6
<i>Dette publique ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>446 347</i>	<i>483 806</i>	<i>531 480</i>	<i>574 303</i>
	% du PIB	38,6	39,7	41,7	42,5

* Les données se réfèrent aux années calendaires. Les données se référant à l'année budgétaire (1^{er} avril au 31 mars) sont présentées en italiques. Pour le Royaume-Uni, les données pertinentes pour la mise en œuvre de la procédure sur les déficits excessifs sont celles de l'année budgétaire.

Annexe I

Principales révisions entre les notifications d'octobre 2007 et d'avril 2008

Les explications spécifiques par pays sont présentées ci-dessous pour les plus importantes révisions du déficit et de la dette des années 2004 à 2006, ayant eu lieu entre les notifications d'octobre 2007 et d'avril 2008, ainsi que pour celles du PIB et des ratios de déficit et de dette (voir tableau ci-dessous).

Déficit

Bulgarie: la baisse de l'excédent pour les années 2004 à 2006 est due à l'élimination des autres comptes à recevoir relatifs aux impôts résultant d'un changement de méthode d'enregistrement (en faveur de la base "caisse") en conformité avec l'avis d'Eurostat, ainsi qu'à la prise en compte, en tant que dépenses, des annulations de dette en faveur des pays tiers.

République tchèque: la baisse du déficit en 2006 est due principalement à une révision des impôts sur le revenu.

Danemark: la hausse de l'excédent en 2005 et 2006 est due principalement à une révision des données d'impôts sur le revenu des entreprises et des personnes, ainsi qu'aux révisions des consommations intermédiaires et des investissements pour l'année 2006.

Estonie: la diminution de l'excédent pour les années 2004 à 2006 est due au reclassement, en conformité avec l'avis d'Eurostat, d'une société immobilière (Riigi Kinnisvara), d'hôpitaux et d'un certain nombre d'établissements au niveau des administrations locales.

Irlande: l'augmentation de l'excédent en 2005 s'explique par une diminution de l'estimation des engagements gouvernementaux vis-à-vis des maisons de retraite.

Italie: la diminution du déficit en 2006 est principalement due à un changement méthodologique, conforme à l'avis d'Eurostat et relatif au changement du moment de l'enregistrement du remboursement de la TVA par l'administration publique italienne en application d'une décision de justice (comptabilisation en "autre transfert en capital").

Luxembourg: l'augmentation de l'excédent en 2006 est due à la mise à jour des sources de données, en particulier pour les administrations locales.

Malte: la baisse du déficit en 2004 est due à la mise à jour des données de base relatives à une unité extra budgétaire.

Autriche: la hausse du déficit en 2004 de 2,6% du PIB est due au reclassement d'un abandon de créance de l'Etat en relation avec la réorganisation de la société de chemins de fer autrichienne ÖBB.

Roumanie: la hausse du déficit en 2006 est due à de nouvelles informations sur l'annulation de la dette des pays tiers, partiellement compensées par l'impact positif des révisions de certaines autres opérations des administrations publiques. La diminution du déficit en 2004 et 2005 est due aux révisions de certaines opérations spécifiques des administrations publiques.

Finlande: l'augmentation de l'excédent pour les années 2004 à 2006 est principalement due à la révision des revenus de la propriété provenant des fonds communs de placement.

Dette

République tchèque: la baisse de la dette en 2005 et 2006 est due à la mise à jour des informations servant à l'estimation de la dette en devise étrangère.

Lettonie: l'augmentation de la dette en 2004 est due à la mise à jour des sources des données sur les numéraires et dépôts (au passif).

PIB

Par rapport au PIB notifié en octobre 2007, le PIB notifié en avril 2008 aux fins de la procédure sur les déficits excessifs a été révisé par quelques Etats membres, en particulier par la **Suède**, sur la période 2004-2006. Les variations du PIB affectent les ratios de déficit et de dette par un effet de dénominateur. Voir tableau ci-dessous.

Révisions des ratios de déficit/excédent public et de dette publique entre la notification d'octobre 2007 et la notification d'avril 2008

		Déficit/excédent*			Dette		
		2004	2005	2006	2004	2005	2006
Belgique	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,0
Bulgarie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,9	-0,2	-0,2	0,0	0,0	-0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,8	-0,2	-0,2	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
République tchèque	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	-0,1	0,2	0,0	-0,5	-0,7
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,3	0,0	-0,5	-0,7
	- due à la révision du PIB	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
Danemark	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,4	0,2	-0,2	0,1	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,4	0,2	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,1	0,0
Allemagne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Estonie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,2	-0,1	-0,2	0,0	0,1	0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,2	-0,2	-0,2	0,1	0,1	0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0
Irlande	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,1	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grèce	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Espagne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
France	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,3	-0,6
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,3	-0,6
Italie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	1,0	0,0	-0,4	-0,3
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,1	1,1	0,1	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,1	-0,1	-0,1	-0,4	-0,3
Chypre	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,4
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,4
Lettonie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,1	0,4	-0,1	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,1	0,4	-0,1	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Lituanie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Luxembourg	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,6	-0,1	-0,1	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,6	-0,1	-0,1	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Hongrie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

* Révisions des ratios de déficit/excédent: un signe positif correspond à une amélioration du solde des finances publiques rapporté au PIB, un signe négatif correspond à une détérioration.

Révisions des ratios de déficit/excédent public et de dette publique entre la notification d'octobre 2007 et la notification d'avril 2008

		Déficit/excédent*			Dette		
		2004	2005	2006	2004	2005	2006
Malte	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,3	0,1	-0,1	-0,1	-0,4	-0,5
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,4	-0,5
Pays-Bas	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autriche	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-2,5	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-2,6	0,1	-0,1	0,1	0,1	0,2
	- due à la révision du PIB	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1
Pologne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portugal	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1
Roumanie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,3	0,2	-0,3	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,3	0,1	-0,4	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Slovénie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Slovaquie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Finlande	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,1	0,2	0,3	0,0	-0,1	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,1	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0
Suède	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	-0,2	-0,2	-1,2	-1,3	-1,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	-0,1	-0,1	-1,2	-1,3	-1,1
Royaume-Uni	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,0	-0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1

* Révisions des ratios de déficit/excédent: un signe positif correspond à une amélioration du solde des finances publiques rapporté au PIB, un signe négatif correspond à une détérioration.